

La décentralisation : féodalisme et chacun pour soi

Le gouvernement a décidé de casser les services publics sous couvert de décentralisation et de détruire le système des retraites par répartition. L'éducation subit de plein fouet cette politique libérale qui remet en cause nos conditions d'étude, notre avenir de salariés et plus tard de retraités.

Autonomie des universités = féodalisme et chacun pour soi

La décentralisation, c'est le renforcement de l'autonomie des universités.

Autonomie financière : le financement des universités ne se fera plus par l'Etat mais selon les possibilités des régions. Cette autonomie cache la volonté de casser le service public d'éducation, l'égalité sur l'ensemble du territoire national face à l'éducation.

Autonomie administrative : bien loin de renforcer le caractère démocratique de l'université en rapprochant les organes de décision des citoyens, l'autonomie c'est aussi la mise en place des « Conseils d'Orientations Stratégiques » composés d'au moins 15 personnalités extérieures (chef d'entreprises), nommées par le Recteur (et non élues) chargées de juger de l'orientation stratégique, de la politique de l'établissement.

Hausse des frais d'inscription = sélection sociale

Autre conséquence directe : obliger les universités à trouver des moyens de financements en ayant recours à l'augmentation des frais d'inscriptions, à des financements privés, d'entreprises qui imposeront des contre parties concernant les contenus et l'orientation des offres de formation. Par exemple, l'IEP (institut d'études politiques) de Paris voit ses droits d'inscription passer de 1050 € à une somme prévue entre 3000 et 4000 € pour la rentrée prochaine ! Demandez-vous combien vous allez payer pour pouvoir vous inscrire dans les années à venir !

Concurrence accrue entre universités et entre filières

La décentralisation c'est renforcer aussi l'emprise des entreprises locales sur le système éducatif. C'est aussi renforcer la concurrence entre universités et entre filières, au profit des plus rentables.

Déjà des diplômes disparaissent et les universités de moins de 15 000 étudiants devront disparaître comme l'a affirmé L. Ferry. Il faudra avoir les moyens (financiers), être le meilleur pour être accepté dans les universités et les filières dites d'excellence... pour les autres ce seront les filières de non excellence ou l'exclusion pure et simple du système éducatif.

Casse du cadre national des diplômes

Les formations proposées seront aliénées aux besoins des entreprises locales ce qui détruit de fait le référentiel national des diplômes. En cela les réformes L/M/D-ECTS donnent une cohérence à la logique d'ensemble en remettant en cause les garanties nationales en matière de contenu et de reconnaissance de nos diplômes sur le marché de l'emploi. Même si partout nous préparerons des diplômes appelés Licence, Master ou doctorat, nulle part nous n'aurons les mêmes contenus de diplômes d'où une reconnaissance illusoire.

La sélection sociale et plus globalement la régression sociale, c'est l'horizon que le gouvernement veut nous imposer. Refusons cette logique, mobilisons-nous pour la défense de l'éducation publique !

NOTRE AVENIR C'EST MAINTENANT QU'IL SE DECIDE !

**AG ➤ Lundi 12 mai à 13 H 00 amphi VIAL
GREVE ➤ à partir du Mardi 13 mai**

Pensez à signer la pétition contre le L/M/D et ECTS